

Toujours ce fameux programme cadre de français!

Viateur Beaupré

Numéro 53, mars 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/45984ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaupré, V. (1984). Toujours ce fameux programme cadre de français! *Québec français*, (53), 84–85.

Toujours ce fameux programme cadre de français !

viateur beaupré

Les directeurs des services pédagogiques (DSP) des cégeps ont donné leur avis sur le nouveau programme de français du collégial, lors d'une réunion tenue le 28 octobre 1983.

De cette position des DSP, je soulignerai deux points: 1) La possibilité de cours supplémentaires pour les étudiants plus faibles en français. 2) L'utilité d'un programme commun pour les deux premières sessions des études collégiales.

1. Tout le monde admet que certains étudiants, en nombre tout de même impressionnant, ont besoin d'un régime particulier en langue maternelle. Dans beaucoup de cégeps, on a mis en place, sans trop en parler, par pudeur, différentes opérations de sauvetage ou de récupération, tout l'appareil médical des exercices dits « correctifs ». Mais ces cours de « rattrapage » ne sont pas crédités partout, donc ne génèrent pas de ressources, donc ne motivent ni les patients ni les thérapeutes locaux.

Toute solution toute simple, tellement simple et sensée qu'elle n'a pu encore retenir l'attention des planificateurs ambitieux, c'est que l'étudiant dont la langue maternelle est dans un état lamentable, puisse consacrer un ou deux des cours dits complémentaires à passer de l'analphabétisme relatif à la maîtrise relative de sa langue maternelle, qui lui est indispensable aujourd'hui et qui lui sera encore indispensable demain pour acquérir toutes les autres connaissances. Et que ces cours soient crédités, au même titre que les autres cours complémentaires.

On a toujours objecté, de façon mesquine, voire absurde, que cet étudiant avait besoin de ces quatre cours complémentaires « pour élargir sa culture ». Un cultivé, inculte en langue maternelle, où avez-vous rencontré cette contradiction ambulante ? Élargir sa culture avec n'importe quoi, quand les fondements mêmes de cette culture sont en ruine ! Quand des étudiants hautement et chèrement scolarisés sont incapables de communiquer leur pensée par l'écrit autrement que sous forme d'interjections ou de bouillie mentale ! Il est évident que ces



étudiants sont faibles en tout et qu'ils auraient besoin de récupération en d'autres domaines; il est évident qu'ils ont déjà à leur disposition quatre cours communs de français; mais l'évidence fondamentale, c'est que la langue maternelle n'est pas à mettre au même rang que les autres disciplines, qu'elle est le fondement de l'apprentissage des autres disciplines; et qu'aussi longtemps qu'elle est pitoyable, tout le reste sera pitoyable. Si on ne comprend pas cette évidence, ou si, dans la pratique, on n'en tient pas compte, c'est qu'on a de la langue maternelle une conception aussi nuisible que nébuleuse. LA LANGUE MATERNELLE N'EST PAS UN COMPLÉMENT: C'EST UN FONDEMENT.

La position prise par les DSP semble s'orienter vers cette laborieuse recherche du bon sens. J'y souscris entièrement, et j'espère que, cette fois, les brumes élargies de la culture à vide se dissiperont au niveau des administrateurs locaux et surtout, là où elles sont le plus denses, au niveau des « hautes instances décisionnelles ».

Quant à savoir ce que serait ce supplément de langue maternelle à donner aux étudiants plus faibles, qu'il suffise de réaffirmer une fois de plus que la qualité d'une langue, ce n'est pas d'abord d'éviter ce qu'on appelle de façon simpliste « les fautes de français », mais de permettre entre humains la communication efficace de choses sensées.

Pour corriger ses déficiences majeures en français, il faut donc mettre l'étudiant à toute autre chose que des exercices dits « correctifs » portant sur la ponctuation, l'orthographe, le vocabulaire et la

grammaire. Une langue, c'est tout cela, mais, surtout, tout autre chose que cela. Et les déficiences linguistiques de nos jeunes — et de nos moins jeunes — c'est tout cela, mais, surtout, tout autre chose que cela: c'est, surtout, une déficience dans la pensée, à la source même du langage.

Et si le mal est, avant tout, dans la pensée, c'est donc sur la cohérence de la pensée qu'il faut, en priorité, faire porter les exercices correctifs. Des trucs correctifs, même sophistiqués et informatisés comme CAFÉ, sont comparables à des compresses au beurre d'arachide sur les fesses pour guérir le cancer du cerveau. Ce sont des outils comparables, tout au plus, à la grammaire et au dictionnaire: ceux-là seuls peuvent servir utilement de ces outils qui ont déjà acquis la science du doute, qui comprennent déjà suffisamment les structures de leur langue pour ne plus se laisser aller à l'utiliser n'importe comment pour dire n'importe quoi.

Nos étudiants faibles — et les autres diplômés — utilisent très peu la grammaire et le dictionnaire, précisément parce que les structures fondamentales de leur pensée et de leur langue flottent à la dérive sur l'océan de la confusion. Ces épaves flottantes, il faut les rassembler, pour en faire quelque chose de cohérent comme la charpente d'une maison ou le squelette d'un corps humain. Et on ne récupère pas les éléments dynamités, déboussolés, de la pensée et de la langue, avec autant de facilité qu'on peut récupérer ses meubles emportés par l'inondation. Il y faut beaucoup plus de temps et d'effort.



Et aussi longtemps que dans les cégeps et ailleurs, on n'aura pas la conviction et la volonté fermes de faire de l'apprentissage de la langue maternelle le fondement de tous les autres apprentissages, les professeurs de français, à eux seuls, seront toujours débordés par l'ampleur de l'inondation. Dans toutes les disciplines, si on surveillait non seulement « les fautes de français », mais surtout *la cohérence dans la pensée* (le bon sens), et *la clarté de l'expression*, nous serions sur la bonne voie pour sortir, lentement, des marécages où se trouvent enlisés un trop grand nombre de nos concitoyens scolarisés. C'est, il me semble, l'une des tâches majeures des DSP et de tous les départements de travailler à un consensus sur cette question fondamentale. Inutile d'ajouter — mais je l'ajoute quand même — que le ministère de l'Éducation devrait travailler dans le même sens, en corrigeant toutes ses pratiques qui ont puissamment contribué à l'éclatement des esprits (par exemple, les examens dits objectifs, les manuels *fast food* et les programmes en pièces détachées). Il faudrait, sur cette question, une loi 101B. La langue, c'est sûrement bien, c'est très bien, c'est même bien. Mais quelle langue? Et qu'est-ce qu'on entend par « qualité de la langue? » Surveille-t-on l'essentiel de la qualité de la langue, quand on surveille surtout les fameuses « fautes de français? »

2. À la lumière de ce qui vient d'être dit, on comprend qu'on puisse être tenté, comme les DSP l'ont été, de proposer des cours communs de français qui, pendant la première année des études collégiales, porteraient en priorité sur la langue et l'initiation à la littérature. Est-ce là une tentation vicieuse et bornée?

Des cours de langue axés sur la compréhension des textes (pas surtout ceux des banques, du catalogue Sears ou du Conseil du patronat) et sur l'expression claire d'une pensée sensée, ce n'est pas une exclusivité des niveaux primaire et secondaire. La formule peut être efficace, autant qu'on veut, au niveau universitaire. Ce ne serait donc pas rabaisser l'enseignement collégial que d'enseigner la langue en même temps que la littérature. C'est à croire que, pour certains, avant-gardistes délestés, il est possible d'enseigner une littérature qui ne serait ni orale ni écrite! Ou que des étudiants puissent s'initier aux subtilités galantes du structuralisme dans un roman d'Anne Hébert, alors qu'ils voient difficilement où commencent et où finissent leurs propres phrases sans structure!

Et si cet enseignement était un peu plus structuré, même au niveau national, que dans les cours centrifuges récemment proposés par les professeurs des cégeps, il n'y aurait pas là non plus matière à scandale.

Et ce serait peut-être, peut-être même sans doute, tenir compte davantage des besoins réels des étudiants, plutôt que tenir compte surtout des besoins des enseignants surspécialisés, qui tiennent beaucoup à se bâtir des cours d'allure universitaire conçus d'abord pour eux, tout en prétendant, à grands cris, que c'est pour le plus grand bien de la culture des étudiants. Les intellectuels — et nous en sommes peut-être — ont souvent tendance à vouloir ajuster des têtes imaginaires à des chapeaux réels; autrement dit, à considérer les chapeaux comme plus réels que les têtes qui doivent y entrer. Cette façon de procéder n'est pas nécessairement dommageable pour les chapeaux, mais elle peut être tout bonnement néfaste pour les têtes ainsi chapeautées, après avoir été allongées en concombre, gonflées au propane ou aplaties au marteau-pilon; ainsi remodelées, les têtes ne risquent pas de déformer les chapeaux idéaux conçus par les designers.

Ce vice de chapelier qui guette tout enseignant venant en ce monde, est-ce impensable qu'il guette aussi les enseignants de nos cégeps? Et dans quelle mesure y succombent-ils quand ils présentent une liste de cours conçus, disent-ils, pour répondre aux besoins des étudiants? Le ministère de l'Éducation et la DGEC, eux aussi, ont eu la prétention de répondre « aux besoins langagiers du s'éduquant », en réduisant ces besoins à ceux des métiers, de la taverne, de l'épicerie et du lit. Entre ces deux prétentions désaxées, n'y a-t-il pas place pour quelque chose de plus équilibré? Pour ma part, je crois que c'est



non seulement possible mais fort souhaitable.

Et je n'irais pas plus loin. Ce principe admis, qu'on laisse toute liberté aux départements, et même aux individus, de l'incarner. Vouloir plus de précision, sous prétexte, par exemple, qu'en cours de session certains étudiants de Sept-Îles déménagent à Montréal, c'est une préoccupation de frileux. Tout étudiant, même à l'intérieur d'un même cégep, qui change de professeur à l'intérieur d'une même session, doit passer par une période d'adaptation. Cette adaptation est douloureuse, j'en conviens, si, en plus de changer de professeur, cet étudiant doit changer de cégep. Mais vouloir éviter ces quelques cas d'adaptation en programmant les professeurs pour que, dans le réseau, ils marchent tous au même rythme et selon le même syllabus, c'est non seulement utopique, mais absolument néfaste: on laisserait pratiquement intacts les problèmes d'adaptation de quelques-uns, et on stériliserait pratiquement tout le monde, enseignants et étudiants, grâce au bistouri de la sainte uniformisation efficace, pratique, rentable, bête comme les bottines russes unisexes et les gueules de bois uniformes sur les estrades rouges où trônent, au garde-à-vous, bien alignés en chiens de faïence gris, les hautes instances du Parti unique.

Dans la situation actuelle, où, même à l'intérieur d'un seul département, s'affrontent des courants centrifuges, en espérer davantage serait demander la lune. Et je ne rêve pas du jour où l'on pourrait en espérer davantage: ma liberté de manoeuvre, je n'entends pas la soumettre au bon vouloir des gardes-chiourmes, de quelque grade qu'ils soient. ■